



INTERNATIONALE SOCIALISTE

Communiqué du Présidium de l'IS
28 octobre 2020

La pandémie de coronavirus

La pandémie de coronavirus constitue la plus grande menace à la santé publique et à la stabilité économique depuis une génération et exige une réponse fondée sur la coopération internationale, la solidarité et l'équité. Bien que le virus se propage sans distinction de nationalité, de race, de richesse ou de statut social, en raison des inégalités structurelles existant entre et au sein de nos sociétés, ses conséquences sur les plus vulnérables sont disproportionnées, tant en termes d'exposition potentielle au virus que de répercussions économiques de sa propagation et des mesures prises pour le combattre. Il est dès lors impératif que les mesures prises pour réduire l'impact du virus prennent en compte ces inégalités, et que les personnes les plus touchées reçoivent l'aide nécessaire pour reconstruire leur vie et renouer avec leurs moyens de subsistance.

La pandémie a rendu les priorités sociales-démocrates d'autant plus urgentes et a décuplé l'importance des politiques pour lesquelles l'Internationale Socialiste a longuement plaidé. Parmi ces dernières figure la réforme du système financier pour s'assurer que, contrairement à la crise financière de 2008, le fardeau de la relance soit réparti équitablement. Des mesures doivent être prises pour enrayer l'évasion fiscale et garantir le paiement par les multinationales de la part fiscale qui leur revient. La taxation des transactions fiscales a le potentiel de lever d'importantes sommes pouvant atténuer les ravages économiques déjà visibles et faciliter un meilleur accès aux soins de santé.

Une étape clé pour réduire et, en fin de compte, éliminer la menace de ce virus à moyen et plus long terme, passe par un accès universel aux vaccins. La rapide propagation de la COVID-19 a révélé la vulnérabilité de nos sociétés interconnectées aux maladies contagieuses. Ainsi, tant que le virus ne pourra pas être endigué dans une région du monde, la menace pèsera sur l'ensemble de la planète. La solidarité internationale et la défense du multilatéralisme, dans le cadre des Nations Unies et de l'OMS, seront cruciales, à la fois pour garantir un accès équitable aux vaccins et pour mettre en place des infrastructures de

vaccination dans les pays et régions dont les systèmes de santé actuels ont des capacités limitées.

La pandémie a également indirectement exacerbé les problèmes politiques et sociaux existants, et des efforts concertés sont nécessaires pour corriger certaines évolutions néfastes et préoccupantes. Entre autres exemples, la recrudescence des violences domestiques et des violences faites aux femmes alors qu'une grande partie de la population mondiale se retrouve confinée ou subit des restrictions apparentées. Il faut agir davantage pour éliminer le fléau des violences faites aux femmes et veiller à ce que les femmes ne soient pas oubliées ni laissées pour compte dans le processus de refonte de l'économie mondiale. La situation des personnes réfugiées s'est également dégradée en raison de la détérioration des conditions de vie et du manque de solutions pour les personnes déplacées. Autre préoccupation, les faits prouvant que plusieurs gouvernements brandissent la pandémie comme prétexte pour restreindre les libertés et affaiblir la démocratie, laquelle est toujours en proie à de multiples difficultés dans diverses régions du monde.

Démocratie

Au Bélarus, la répression dont sont victimes actuellement les manifestants pacifiques contestant les résultats illégitimes du scrutin d'août dernier est inacceptable. Les Bélarussiens continuent de descendre dans la rue pour défendre la démocratie et le droit de choisir leur gouvernement. Ils le font avec le soutien plein et entier du mouvement social-démocrate mondial. L'espoir est désormais possible pour l'opposition au Bélarus, dont les valeurs se sont avérées partagées par la majorité, et leurs appels au changement entendus. Nous réitérons notre appel à la libération de Mikalai Statkevich, leader de notre parti membre au Bélarus, ainsi qu'à la libération de tous les autres prisonniers politiques maintenus en détention par le régime.

La situation politique, financière et sociale catastrophique que connaît le Venezuela a poussé des millions de citoyens à fuir le pays dans des conditions inhumaines. Le régime autoritaire de Nicolás Maduro a volé le pouvoir et il est impératif qu'il soit restitué au peuple. Or, les conditions pour la tenue d'élections libres et justes sont inexistantes. Les élections parlementaires prévues en décembre prochain ne jouissent d'aucune crédibilité, comme le prouve le rejet sans appel exprimé par la communauté internationale des conditions dans lesquelles il est prévu de les convoquer.

Les revers préoccupants infligés à la démocratie sont observés dans de nombreux pays, dont le Pakistan où les partis de l'opposition ont été pris pour cible par le gouvernement. Au Cameroun, les violences se poursuivent et les conditions ne

sont pas remplies pour la tenue d'élections libres et justes lors du prochain scrutin régional. Le processus de démocratisation en Haïti est dans l'impasse, avec un effondrement de l'État de droit et le risque de sombrer dans la dictature. La multitude d'obstacles à l'instauration et à la défense de la démocratie sur tous les continents nous rappelle l'importance vitale de la coopération internationale et du besoin pour les gouvernements démocratiques de s'élever contre les pratiques antidémocratiques et les tendances à l'autoritarisme.

Le processus de rédaction d'une nouvelle Constitution au Chili est une étape charnière de l'histoire démocratique du pays, alors qu'il s'apprête à reléguer la Constitution de l'époque de Pinochet au passé. L'IS félicite le peuple chilien et toutes les personnes ayant permis l'avènement de ce plébiscite historique.

Paix et résolution des conflits

Le conflit toujours en cours entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan dans, et autour de la région du Haut-Karabakh est des plus inquiétants. Lorsque les affrontements militaires ont éclaté le mois dernier, l'IS a lancé un appel à un cessez-le-feu immédiat, convaincue que seuls le dialogue et des négociations pacifiques peuvent mettre un terme à ce conflit. Nous avons également d'emblée appelé les autres États à se prémunir de toute escalade du conflit par l'intervention ou la contribution militaire directe ou indirecte. Toute implication d'une tierce partie dans la confrontation militaire est condamnable et doit être arrêtée. Nous renouvelons notre appel aux coprésidents du Groupe de Minsk de l'OSCE à persévérer dans leurs efforts en faveur de négociations constructives, ainsi qu'à la communauté internationale au sens large à jouer son rôle pour apporter la paix et la stabilité dans la région.

L'IS continue à soutenir la solution des deux États au Moyen-Orient et réitère son soutien à ses partis membres en Israël et en Palestine qui se dédient à cette fin. Le droit du peuple palestinien à l'autodétermination ne doit cesser d'être défendu, et la communauté internationale doit rejeter avec fermeté tout projet impliquant l'expansion des colonies et l'annexion de territoires palestiniens, ce qui risquerait d'anéantir définitivement tout espoir de paix.

La crise sécuritaire au Sahel exige toujours l'attention du reste du monde, surtout au vu du coup d'État au Mali et de l'invasion de son territoire par les extrémistes. L'affaiblissement de la démocratie et l'insécurité rampante vont de pair, et les efforts internationaux pour défendre la paix et la démocratie dans la région doivent se poursuivre. Dans le contexte sécuritaire de la région, l'évolution de la situation en Libye jouera un rôle capital et l'IS continuera à la suivre de près.

L'escalade des tensions entre la Grèce et la Turquie, au cœur des litiges actuels en Méditerranée orientale, est préoccupante. Comme indiqué dans la déclaration de

l'IS du 26 octobre, une reprise des pourparlers exploratoires entre la Grèce et la Turquie, preuve de la volonté politique de résoudre les différends par un dialogue constructif et la diplomatie, donnera un signal pour la résolution pacifique des conflits dans la région élargie de la Méditerranée orientale. L'IS soutient également la proposition d'une conférence multilatérale sur la Méditerranée orientale pour ouvrir la voie à des solutions communes et favoriser la coopération mutuelle.
